

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECKITT BENCKISER CHARTRES

102, Route de Sours
CS 10835
28000 Chartres

Références : VAT20260089 - IC260269
Code AIOT : 0010004151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement RECKITT BENCKISER CHARTRES implanté 102, Route de Sours CS 10835 28000 Chartres. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECKITT BENCKISER CHARTRES
- 102, Route de Sours CS 10835 28000 Chartres
- Code AIOT : 0010004151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RECKITT BENCKISER fabrique sur le site de Chartres des produits cosmétiques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	VLE Chaudières Nouvelles - Cometi	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Situation administrative - Rubrique ICPE	Code de l'environnement du 28/03/2025, article R 181-46	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	4 mois
9	registre produit dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/05/2004, article 3.5.3.1.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Stockage Acide Thioglycolique – Aménagement	Arrêté Préfectoral du 03/05/2004, article 4.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 03/05/2004, article 3.1.7.1.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	VLE Chaudières existantes Jusqu'au	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Jusqu'au 31/12/2024	6.2.4.I.a)		
3	VLE Chaudières - Guillot/Alstom au 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article article 6.2.4.III	/	Sans objet
5	VLE Chaudières - Viessmann au 01/01/2025	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article article 6.2.4.II	/	Sans objet
6	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Règlement REACH - Mise à disposition FDS	Autre du 18/12/2006, article Article 35	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Règlement REACH - moyens d'extinction	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Règlement REACH - incompatibilité	Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116
Thème(s) : Risques chroniques, Recensement installations MCP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/03/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025

Prescription contrôlée :

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;
- [...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas complété le registre MCP pour ses installations de combustion.

L'exploitant dans sa réponse du 22/12/2025 adresse la copie de son dossier de déclaration au recueil des données MCP.

Lors de la présente visite l'inspection consulte le fichier en ligne du 02/02/26, les installations de combustion de l'entreprise RECKITT BENCKISER sont bien enregistrées:

- date de début d'exploitation de l'installation 01/01/1999
 - nombre d'appareils de combustion composant l'installation 4
 - Puissance totale de l'installation en MW thermique 9,139MW
- chaudière 1 (weissmann) : 1.28 MW
chaudière 2 (guillot) : 2.03 MW
chaudière 3 (cometi) : 3.468 MW
chaudière 4 (alstom): 2.361 MW

L'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : VLE Chaudières existantes Jusqu'au 31/12/2024

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.I.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Existantes - Ptotale > 5 MW>500h/an - Jusqu'au 31/12/2024

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025

Prescription contrôlée :

I. a) - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

- aux installations de combustion **existantes** de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024 ; [...]

Polluants NOx (mg/Nm³)

Gaz naturel,

P < 10 MW :

NOx (mg/Nm³) 100 (2) (8)

P ≥ 10 MW :

NOx (mg/Nm³) 100 (3) (6) (7) (13)

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection a constaté des dépassements en Nox pour les chaudières Guillot et Alstom.

La prescription vérifiée n'était applicable que jusqu'au 31/12/2024.

L'exploitant a indiqué dans son courriel du 30 mai 2025 que de nouvelles mesures seraient réalisées le 4 juillet 2025. L'inspection vérifiera le respect des VLE au regard des nouvelles prescriptions applicables dans un point de contrôle indépendant.

L'écart est abandonné, la prescription n'étant plus applicable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : VLE Chaudières - Guillot/Alstom au 01/01/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article article 6.2.4.III

Thème(s) : Risques chroniques, Déclat AVANT 01/01/2014 - Pt >5MW - > 500h/an – à compter du 01/01/25

Prescription contrôlée :

III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et :

- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées avant le 1er janvier 2014, à compter du 1er janvier 2025 ;

[...]

Polluants : NOx (mg/Nm3) / CO (mg/Nm3)

Gaz naturel :

$0 \leq P < 10$:

NOx (mg/Nm3) 150

CO (mg/Nm3) 100

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'exploitant n'a pas encore réalisé de mesures en 2025 pour les installations de combustion, et l'inspection lui rappelle que de nouvelles VLE sont applicables depuis le 1er janvier 2025.

Lors de la présente visite l'inspection consulte le rapport de mesure N° 134995780-001-1 du 18/07/2025, suite à une intervention du 4 juillet 2025.

Dans ce rapport:

- La puissance de l'ensemble de l'installation de combustion est < à 10MW

- La chaudière ALSTOM est dénommée chaudière N°5 vapeur, année 2003, combustible gaz naturel

- La chaudière GUILLOT est dénommée chaudière N°2 eau chaude, année 1999, combustible gaz naturel

Dans les différents échanges, l'exploitant indique que ces 2 chaudières sont en secours des autres chaudières et fonctionnent moins de 500h/an.

L'exploitant demande ainsi à bénéficier de l'article 1.4.2 (AMPG du 3/08/2018) qui précise que les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion [...] pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. »

L'inspection rappelle qu'il doit s'agir uniquement de secours et non d'appoint, ce que confirme l'exploitant.

L'exploitant apporte la preuve que la chaudière Alstom vapeur n°5 est un relai uniquement en cas de panne ou d'arrêt de la Cometi vapeur n°4 et que celle-ci n'a jamais fonctionné en même temps que la cometi en 2025 et 2026 (au jour de la visite). Selon le fichier de suivi horaire des chaudières, elle a fonctionné 3h55 en juillet 2025 pour les mesures des rejets atmosphériques et 11h41 en février 2026 pour les tests de sécurité des chaudières. L'inspection consulte les registres en chaufferie qui confirme ces éléments.

De même, pour la chaudière Guillot eau chaude n°2 relai en cas de panne de la Wiessmann / Weishaupt qui ne doivent pas fonctionner en simultané. Selon le fichier de suivi horaire des chaudières, elle a fonctionné 1h36 en juillet 2025 pour les mesures des rejets atmosphériques et 67h en janvier 2026 lors de travaux sur la chaudière Wiessmann. L'inspection consulte les registres en chaufferie qui confirme ces éléments.

L'exploitant peut bénéficier de l'article l'article 1.4.2 (AMPG du 3/08/2018) qui précise que les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours,

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VLE Chaudières Nouvelles - Cometi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.II

Thème(s) : Risques chroniques, Nouvelles – Ptotale>5MW - > 500 h/an

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025

Prescription contrôlée :

II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et : [...] - nouvelles, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Polluants : NO_x (mg/Nm³) / CO (mg/Nm³)

Fioul domestique :

NO_x (mg/Nm³) 150

CO (mg/Nm³) 100

Gaz naturel :

NO_x (mg/Nm³) 100

CO (mg/Nm³) 100

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection constate que les VLE en CO mesurées en 2024 pour la chaudière COMETI ne sont pas respectées. L'inspection avait également rappelé que des mesures devaient être effectuées lors du fonctionnement au bio-fioul.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente le Rapport de mesures de 2025:

- pour la chaudière vapeur 4 COMETI fonctionnant au gaz naturel, mesures du 4 juillet 2025:

VLE - NO_x (mg/Nm³) 100 - 84/85/96 sur 3 mesures => Conforme

VLE CO (mg/Nm³) 100 - mesures 0/0/0 sur 3 mesures => Conforme

Dans le rapport présenté, il est indiqué une VLE à 150 pour les Nox et pas de VLE pour le CO. Ces 2 points sont à corriger.

- pour la chaudière vapeur 4 COMETI fonctionnant au FOD, mesures du 4 juillet 2025:

VLE - NO_x (mg/Nm³) 150 - 152 sur 1 mesure

VLE - CO (mg/Nm³) 100 - 0 sur 1 mesure

Dans rapport présenté, il est indiqué une VLE à 200 pour les Nox et pas de VLE pour le CO. Ces 2 points sont à corriger.

L'inspection rappelle que les mesures doivent être répétées 3 fois et le prélèvement doit durer au moins 30 minutes, à corriger lors des prochaines mesures.

Constat: Les mesures lors du fonctionnement au fioul n'ont pas été effectuées selon les normes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : VLE Chaudières - Viessmann au 01/01/2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article article 6.2.4.II
Thème(s) : Risques chroniques, Décla apr 1/1/14+service avt 20/12/18 – Pt>5MW - >500h – A/C 1/1/25
Prescription contrôlée : II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et : - existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ;[...] Polluants : NOx (mg/Nm3) CO (mg/Nm3) Gaz naturel : NOx (mg/Nm3): 100 CO (mg/Nm3): 100
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant présente le Rapport de mesures de 2025: - pour la chaudière eau chaude 1 Weissmann fonctionnant au gaz naturel, mesures du 4 juillet 2025 VLE - NOx (mg/Nm ³) 100 - 84/85/86 sur 3 mesures => Conforme VLE CO(mg/Nm ³) 100 - mesures 0/0/0 sur 3 mesures => Conforme Dans rapport présenté, il est indiqué une VLE à 150 pour les Nox et pas de VLE pour le CO. Ces 2 points sont à corriger.

<u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité aux VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10
Thème(s) : Risques chroniques, Action si non respect VLE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place de mesures spécifiques concernant les dépassements en CO de la chaudière COMETI.</p> <p>Dans sa réponse du 22 décembre 2025, l'exploitant indique que le rapport 2025 confirme une erreur de saisie des VLE dans le rapport de vérification de la chaudière Cometi en 2024.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente le Rapport de mesures de 2025 pour la chaudière vapeur 4 COMETI fonctionnant au gaz naturel, mesures du 4 juillet 2025: VLE - NOx (mg/Nm³) 100 - 84/85/96 sur 3 mesures => Conforme VLE CO(mg/Nm³) 100 - mesures 0/0/0 sur 3 mesures => Conforme</p> <p><u>L'écart est levé.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure périodique des rejets dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé une mesure des rejets atmosphériques selon la périodicité de 2 ans pour les chaudières 1 WIESSMAN/ 2 GUILLOT/ 5 ALSTON, dernier rapport de mesure de 2022.

Dans sa réponse du 22 décembre 2025, l'exploitant indique que des mesures seront réalisées en 2025. Les prochains contrôles seront réalisés dorénavant en période hivernale et non plus en juillet. La prochaine vérification sera anticipée de 3 à 4 mois pour remettre en place un planning cohérent pour les deux chaudières chauffage.

L'inspection consulte le Rapport de mesures de juillet 2025 pour l'ensemble des chaudières.

L'écart est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Situation administrative - Rubrique ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/03/2025, article R 181-46

Thème(s) : Produits chimiques, Produits stockés et fabriqués

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier
- date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2025

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet, l'ensemble des éléments justifiant de son classement ICPE.

Ce constat a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 23 juillet 2025, demandant à l'exploitant de transmettre sous 3 mois, l'ensemble des éléments justifiant de son classement ICPE.

L'exploitant a transmis le 25 août 2025, les éléments demandés.

L'écart est levé.

L'inspection considère que ce document appelle des commentaires qui devront faire l'objet de compléments. Une demande de compléments est rédigée et annexée au présent rapport (référence IC260270).

Constat: L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet l'ensemble des éléments d'appréciation concernant les modifications apportées à ses installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : registre produit dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2004, article 3.5.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, registre produit dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auxquels est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant est en mesures de présenter plusieurs fichiers et logiciel:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un fichier regroupant le nom et les mentions de danger des produits détenus sur le site par échantillonnage, l'inspection vérifie la cohérence des mentions de danger indiquée avec celles des FDS pour les produits suivants: TEGO Alkanom H411 VARISOFT TA H400/410/318 DEHYDOL LS3 H400 - le registre des produits permet de connaître à l'instant t la quantité de produit sur site à l'aide d'un code produit par échantillonnage, l'inspection demande les quantités pour les produits suivants: TEGO Alkanom 9,6 tonnes VARISOFT TA 625 kg DEHYDOL LS3 900 kg - l'exploitant dispose d'un plan où sont indiqués les mentions de dangers des produits et le nom du produit pour certains stockages comme l'éthanol ou l'acide nitrique mais pas pour l'ensemble des produits. <p><u>Constat: L'exploitant n'est pas en capacité de faire facilement le lien entre les quantités, la dénomination des produits et le plan de stockage.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Stockage Acide Thioglycolique – Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2004, article 4.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage produits chimiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon la FDS :</p> <p>Pour le TGA - Acide Thioglycolique</p> <p>Conserver hermétiquement fermé. Conserver dans un endroit bien ventilé. Stocker à l'abri de l'humidité et de la chaleur pour conserver les qualités techniques du produit. Prévoir une cuvette de rétention.</p> <p>Ne pas stocker au dessus de: 10 °C (partie 7 FDS)</p> <p>Matériel d'emballage:</p> <p>Recommandé: Matières plastiques, Polyéthylène haute densité (PEHD), Acier inoxydable, Fûts métalliques avec une outre intérieure en polyéthylène, Joints : polyéthylène, polypropylène</p> <p>A éviter: Acier au carbone, Cuivre et alliages de cuivre</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier de la matière constituant la cuve de stockage et de la température de stockage du produit.</p> <p>Lors de la précédente visite, la FDS du TGA - Acide Thioglycolique indiquait à la fois :</p> <p>Ne pas stocker au dessus de: 10 °C (partie 7 FDS)</p> <p>Conditions à éviter: Ne pas exposer à des températures supérieures à 40 °C.</p> <p>Dans sa réponse du 22 décembre 2025, l'exploitant indique que la FDS a été revue le 10/01/2024 et indique que la température de stockage doit être inférieure à 25°C</p> <p>La température à ne pas dépasser est de 40 °C.</p> <p>Pour respecter ces conditions, l'exploitant précise que le dépotage en été a été avancé de plusieurs heures le matin avant le risque de fortes chaleurs.</p> <p>Depuis avril 2025, la température dans le local de la cuve d'acide est monitorée. Lors de la visite l'inspection a pu constater la présence d'un boîtier de température indiquant 19,3°C.</p>

L'écart est levé concernant la température de stockage.

Lors de la précédente inspection, il a été également question de la matière constituant la cuve. Selon la FDS Matériel d'emballage Recommandé: Matières plastiques, Polyéthylène haute densité (PEHD), Acier inoxydable.

A éviter: Acier au carbone, Cuivre et alliages de cuivre

Dans sa réponse l'exploitant indique ne pas avoir pas retrouvé de fiche technique de la cuve d'acide thioglycolique mais la fiche technique de la cuve potasse, achetée auprès du même fabricant et installée en même temps il y a 30 ans. Selon ce document la cuve de potasse est en Polyéthylène Haute densité.

L'inspection prend note de ces éléments. Les matières à éviter étant de l'acier au carbone, le cuivre et alliages de cuivre et sachant qu'il est selon l'exploitant probable qu'elle soit en PEHD. **Il est de la responsabilité de l'exploitant d'attester de la matière de cette cuve par le biais d'un contrôle visuel de sa part quand elle sera accessible.**

L'exploitant précise que l'accès à la cuve nécessite des travaux qui seront réalisés en 2026.

Écart maintenu et modifié: L'exploitant devra s'assurer de la matière constituant la cuve de stockage du TGA - Acide Thioglycolique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Règlement REACH - Mise à disposition FDS

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article Article 35

Thème(s) : Produits chimiques, FDS

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'exploitant ne peut pas justifier de la mise à disposition des FDS à jour pour tous les opérateurs.</p> <p>Dans sa réponse du 22 décembre 2025, il précise que les FDS:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ont été remises à jour. - sont accessibles dans le « sharepoint HSE / FDS ». - que la mise à disposition sur les lignes est en cours (installation de PC sur lignes). <p>L'inspection demande à accéder au sharepoint et vérifie les FDS par échantillonnage:</p> <ul style="list-style-type: none"> - TEGO Alkanom révision 2022 - VARISOFT TA révision 2022 - DEHYDOL LS3 révision 2023 <p><u>Le précédent écart est levé.</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la FDS de l'émulseur. Il n'a pas été possible de statuer si l'IBC présent sur le site doit présenter de pictogrammes de danger.</p> <p>Constat pendant la visite: L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir la FDS de l'émulseur</p> <p><u>L'exploitant transmet la FDS de l'émulseur le 20/03/26, l'écart est levé.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Règlement REACH - moyens d'extinction

<p>Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Rubrique 5</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 18/07/2025

Prescription contrôlée :

Les moyens d'extinction mis en œuvre par l'exploitant ne sont pas listés comme « inappropriés » par la FDS

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection a constaté que l'extincteur devant le local de stockage du TGA est un extincteur à eau pulvérisée, moyen d'extinction inapproprié selon la FDS fournie.

Lors de la visite, l'inspection constate la présence de l'extincteur N°76 vérifié en avril 2025. L'exploitant avait également fourni une photo de l'extincteur poudre ABC N°76 installé devant le local en remplacement d'un extincteur eau.

L'écart est soldé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Règlement REACH - incompatibilité

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7

Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Rubrique 7

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/03/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2025

Prescription contrôlée :

Les incompatibilités sont respectées par l'exploitant

Constats :

Lors de la précédente visite du 28 mars 2025, l'inspection a constaté que le bungalow extérieur où est stocké l'acide nitrique contient plusieurs produits incompatibles avec celui-ci.

Dans son courriel du 6 mai 2025, l'exploitant indique que 2 actions principales ont été réalisées :

- Diminution drastique des stocks,
- bungalow extérieur dédié exclusivement aux acides utilisés pour le nettoyage et les bases dans

un autre.

Lors de la visite, l'inspection constate que le bungalow où étaient stockés les produits incompatibles est vide, un panneau précise qu'il s'agit du lieu de stockage du peroxyde d'hydrogène.

Le stockage d'acide nitrique a été déplacé sur une rétention à l'extérieur des bâtiments.

L'écart est soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/05/2004, article 3.1.7.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution [...] est associé à une rétention. [...]

Constats :

L'inspection constate la présence d'un IBC d'émulseur sans rétention à côté de la borne incendie.

Constat: L'émulseur est stocké sans rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois